

Discours de S.E. Monsieur le Premier ministre,

José Sócrates,

à la

Conférence de haut-niveau sur *l'immigration régulière*

(Lisbonne, le 13 septembre 2007)

Messieurs les ministres, autres membres du gouvernement et chefs de délégations

Monsieur le vice-président de la Commission européenne

Monsieur le représentant du président de la Commission LIBE du Parlement européen

Monsieur le Secrétaire général de l'OCDE

Chers participants et invités distingués

Mesdames et messieurs

Dès ses débuts, la présidence portugaise de l'Union européenne a décidé d'accorder une grande priorité au problème de l'immigration. Ce qu'elle fait dans le droit fil du programme commun du trio des présidences, en tenant compte de l'effort déployé et du travail entrepris par les présidences précédentes, mais aussi parce qu'elle est bien consciente que l'Europe a l'obligation d'en faire davantage pour être à la hauteur des défis que le problème de l'immigration pose de nos jours.

La question de l'immigration doit aujourd'hui être un thème central de l'agenda politique européen, d'ailleurs comme c'est de plus en plus le cas au niveau des agendas politiques de chaque Etat membre. Et la raison ressort clairement, car la question de l'immigration est transversale à bien des enjeux de l'Union européenne à l'heure actuelle : le défi du développement et de la croissance dans le contexte d'une économie mondiale et global et compétitive ; le défi démographique et de durabilité de la sécurité sociale ; le défi de la justice, du respect à l'égard des droits fondamentaux et celui de la cohésion sociale ; le défi de la sûreté et de la lutte contre les réseaux criminels liés à l'immigration clandestine et à la traite d'êtres humains ; le défi de la paix sociale et du dialogue interculturel ; le défi, enfin, de la coopération au développement. En somme, l'immense défi d'une politique visant à faire de l'immigration un processus gagnant pour tous : pour les pays d'accueil, mais aussi pour les pays d'origine et, naturellement, pour les immigrants eux-mêmes.

Cette conférence de haut-niveau sur l'immigration régulière part, donc, de ce sens de l'urgence : nous devons faire davantage et mieux – et nous devons le faire. Cependant, nous ne voulons pas nous borner à identifier les problèmes et les besoins éparés d'action. Au contraire, notre volonté consiste à affirmer que l'Europe a besoin d'un nouveau consensus pour une politique globale de l'immigration.

Un consensus qui, d'emblée, reconnaisse les trois piliers qui sont indispensables à toute politique d'immigration : l'immigration régulière ou légale et la régulation des flux migratoires ; l'intégration des immigrants dans les sociétés d'accueil ; et la coopération au développement par rapport aux pays d'origine.

Tous, nous savons que l'idée de donner une "approche globale" au problème de l'immigration a déjà été proclamée maintes fois au niveau européen et nous savons aussi que beaucoup a été fait, même bien fait dans de nombreux cas, sur plusieurs fronts importants. Mais nous savons encore combien les sensibilités politiques de chaque moment, sous la pression de la conjoncture économique et sociale, des événements ou des réactions de l'opinion publique, risquent de surenchérir certains aspects au détriment de certains autres, de trop concentrer l'investissement en moyens politiques et financiers dans certains domaines et de motiver certaines initiatives isolées, détachées d'une politique globale cohérente.

C'est pourquoi cette conférence de haut-niveau sur l'immigration régulière assume, clairement, les trois piliers de la politique de l'immigration, elle reconnaît le lien profond qui existe entre les divers volets de la politique de l'immigration et elle entend souligner l'affirmation politique selon laquelle l'"approche globale" de la politique d'immigration est à prendre au sérieux et doit se transposer en actions concrètes plus effectives.

Et, il serait bon que nous comprenions tous ce qui est en cause.

Les migrations ont été une constante tout au long de l'histoire de l'humanité – c'est vrai. Pourtant, les mouvements migratoires sont aujourd'hui plus accessibles, rapides et intenses, leur ampleur géographique est supérieure et, naturellement, ils sont plus visibles.

Et, dans cette matière – reconnaissons-le –, l'Europe occupe une centralité indiscutable. Parce qu'elle est, de plus en plus, une terre d'opportunités, qui adviennent surtout de l'expansion et de la valorisation du marché du travail dans un contexte de développement mais aussi du *vieillissement et de la régression démographique* tendanciels. Et, en bonne terre d'opportunités, l'Europe est forcément un lieu d'arrivée des migrations, avec tous les bénéfices mais aussi avec tous les problèmes inhérents.

Parfois il est utile de raviver la mémoire. L'Europe, aujourd'hui *destination privilégiée de l'immigration*, était hier encore responsable des trajets historiques de beaucoup qui maintenant la recherchent. Une énorme responsabilité face aux peuples avec lesquels elle partage les sentiers de l'histoire, mais aussi – et pour cette raison-là – une solide capacité de comprendre en profondeur les identités qui distinguent ces peuples et les chemins de coopération et de développement qui doivent être parcourus pour le bien de tous.

Toute cette réalité est le propre d'un monde global et nous interpelle quant à la façon de réguler les flux migratoires, en agissant sur tous les fronts du phénomène, depuis l'origine jusqu'à la destination. Certes, nous cherchons à réaliser une régulation efficace, mais aussi à réguler les flux migratoires de façon intelligente et réaliste.

L'Europe possède aujourd'hui un encadrement de valeurs sûres au plan éthique, politique et constitutionnel, ainsi que des instruments techniques, financiers et institutionnels qui lui permettent d'affirmer qu'il est possible et qu'il est fondamental de *réguler, et de bien réguler, les mouvements migratoires*. La solidarité européenne vis-à-vis des Etats membres qui sont confrontés aux plus grandes difficultés de contrôle à leurs frontières existe sur le terrain et doit être renforcée dans le cadre d'un système intégré de gestion des frontières extérieures de l'Union, en particulier la frontière maritime sud, mais aussi dans le contexte d'une approche globale, dans les régions avoisinantes de l'Union à l'Est et au Sud-ouest. A l'instar, il faut perfectionner les mécanismes de lutte contre les réseaux criminels liés à l'immigration clandestine et contre la traite d'êtres humains. Pour que le doute ne persiste plus, il faut aussi agir préventivement, dans plusieurs domaines, y compris en adoptant des régimes d'admission qui, lorsque cela s'avérerait nécessaire et souhaitable, permettraient d'ajuster l'offre et la demande entre main-d'œuvre immigrante et marché du travail tout en combattant les

bureaucraties inutiles qui ne contribuent pas au contrôle efficace et finissent par favoriser l'immigration clandestine.

Ici, comme dans toute sa réponse globale au phénomène migratoire, l'Union européenne doit toujours garder son patrimoine identitaire à l'esprit – la somme de son patrimoine de valeurs, de droits et de principes fondamentaux, qui sont les garants d'une existence libre et digne pour tout un chacun. Et ces valeurs doivent inspirer, très particulièrement, toute la politique d'intégration. C'est en cela qu'il convient d'appuyer l'effort de la Commission européenne visant à préparer une proposition qui contribue à la mise en place d'un *cadre commun de droits pour les immigrants*. Ce serait un pas fort important vers la cohésion sociale en Europe et vers la pleine insertion des immigrants dans les sociétés d'accueil.

Et c'est de pas significatifs de cette espèce dont nous avons besoin en matière d'intégration des immigrants. La coopération européenne dans le domaine de la politique de l'intégration a déjà commencé grâce aux réunions ministérielles annuelles, aux échanges d'expériences et, récemment, à la création du Fonds d'insertion. Mais c'est peut-être là que nous pourrions en faire davantage. Renforcer les dispositifs d'accueil, enseigner la langue, investir sur les qualifications des immigrants, appuyer les familles, veiller aux droits, combattre le racisme et toutes les formes de discrimination et encourager la participation sociale et civique des immigrants, voilà quelques-uns des

domaines qui exigent des initiatives supplémentaires pour une Europe mieux à même de relever les défis de l'Agenda de Lisbonne et pour une société plus équitable et plus riche en égalité des chances.

Bien sûr, la sphère d'intervention et de compétences de chaque Etat membre doit être respectée, sachant néanmoins que dans ces domaines renforcer l'échange d'expériences contribue à généraliser les meilleures pratiques.

A ce propos, permettez-moi d'évoquer avec vous trois initiatives de large portée que le Portugal a adoptées au titre de l'intégration des immigrants :

D'abord, une nouvelle loi de la nationalité, adoptée par un vaste consensus politique et social. Avec toute la prudence qui s'impose pour éviter un quelconque "effet d'attrait" de l'immigration irrégulière, elle a levé les restrictions inutiles et injustes, permettant aux immigrants de troisième génération ou aux immigrants de deuxième génération régularisés de demander la nationalité portugaise. Je suis convaincu que la nouvelle loi relative à la nationalité portugaise est, compte tenu de son équilibre, un exemple de bon sens, et compte tenu de son ouverture, un exemple d'humanisme.

Deuxièmement, un plan pour l'insertion des immigrants qui sert de document directeur pour toute la politique d'intégration, assorti de

mesures concrètes et d'échéances dans les différents domaines d'intervention des politiques publiques, qui rendent les différents ministères coresponsables et qui visent à mobiliser les associations d'immigrants et les agents économiques et sociaux de la société civile.

Troisièmement, une structure de soutien à l'accueil et à l'insertion des immigrants – le Haut commissariat pour l'immigration et le dialogue interculturel – qui se développe véritablement en partenariat avec les associations d'immigrants et représente aujourd'hui un succès remarquable, s'agissant sans doute d'un cas singulier dans le panorama des expériences d'aide à l'intégration des immigrants.

Mais s'il y a un point où les questions de l'immigration et les priorités centrales de la présidence portugaise se recoupent c'est bien en matière de coopération au développement par rapport aux pays d'origine.

L'agenda de la présidence portugaise, comme vous le savez, mise sur le renforcement des relations extérieures de l'Europe et, en particulier, sur le dialogue avec nos partenaires de la Méditerranée et d'Afrique. Inévitablement, le thème des migrations sera fort présent aussi bien à l'occasion de la Conférence EUROMED, en novembre, que du sommet avec l'Afrique au mois de décembre. Ce sera un moment opportun pour contribuer, activement, à franchir des étapes supplémentaires sur cet autre front qui relève du troisième pilier de la politique de l'immigration.

Là aussi beaucoup reste à faire : des accords avec les pays d'origine visant à combattre l'immigration irrégulière et à contrôler et à adapter les flux migratoires ; des procédures qui permettent le retour volontaire et le rapatriement dans des conditions dignes ; des mécanismes appropriés concernant la migration circulaire et les démarches relatives aux envois des immigrants, en favorisant le développement des pays d'origine et en leur permettant de faire face aux causes sous-jacentes aux mouvements migratoires ; des politiques de développement réciproque entre pays d'accueil et pays d'origine.

Mesdames et messieurs

Une politique vraiment globale de l'immigration doit reconnaître que la façon dont nous traitons ce phénomène en dit long sur la façon dont nous envisageons un des plus grands défis de notre temps : le dialogue interculturel.

Et le défi du dialogue interculturel – nous l'avons tous bien saisi – n'est pas seulement un défi inéluctable pour la sécurité et la paix sociale de nos sociétés modernes cosmopolites : c'est aussi un défi au plan de la paix dans le contexte des relations entre les pays et les civilisations. Si le projet européen est un projet de bien-être, c'est aussi, sans le moindre doute, un projet de paix dès son premier jour. Voilà pourquoi un dialogue interculturel ne pouvait être qu'au premier rang de notre agenda.

En fait, garantir la sécurité, un objectif que nous partageons tous et que nous voulons poursuivre activement, ce n'est pas miser sur une illusoire Europe-forteresse. La véritable force de l'Europe puise dans les valeurs fondamentales qui en marquent l'identité et qui font de la reconnaissance de la dignité de l'Homme - et de tous les hommes et de toutes les femmes, qu'ils soient immigrants ou pas - une conquête de civilisation. Rappelons-le, cette conquête fondamentale de civilisation est le fruit d'une histoire que l'Europe n'a jamais tracé seule. Et si nous savons quelque chose au sujet de l'avenir c'est qu'il se fera grâce aux conquêtes de demain : l'Europe ne vaincra pas seule le futur, l'Europe vaincra aussi avec ses immigrants.

C'est sous cet angle que l'Europe doit regarder l'immigration, avec réalisme, avec certitude. Mais aussi en ayant une vision cosmopolite, moderne, démocratique et humaine du phénomène, qui puisse lui inspirer un nouveau consensus pour une politique européenne globale de l'immigration. Au fond, en ayant l'attitude de ceux qui estiment qu'en définitive nous sommes tous des immigrants.

*Un grand merci à vous !*

José Sócrates

Premier ministre du Portugal